

LA REVOLUTION DANS LA REGION TOULOUSAIN

Par

Georges FOURNIER

Professeur d'histoire à l'Université de Toulouse-Le Mirail
(Conférence de M. FOURNIER donnée au cours du dîner-débat
du 7 mars 1989)

LA REVOLUTION DANS LA REGION TOULOUSAINE.

Evoquer l'histoire de la Révolution dans la région toulousaine en prenant en compte la complexité des structures sociales, l'importance des réformes administratives, les infinis méandres des évolutions politiques, dépasserait le temps dont nous disposons et risquerait d'ailleurs de laisser rapidement votre attention. Je me contenterai donc d'éclairer un instant quelques lieux et quelques moments significatifs, en essayant de répondre à une série de questions convergentes: Comment une ville réputée particulièrement traditionnaliste est-elle devenue le rempart de la Révolution dans le Midi ? Pourquoi les campagnes ne l'ont-elle pas suivie dans cette voie ? Dans quelle mesure peut-on étendre à l'ensemble de la période révolutionnaire l'image léguée à la postérité par les journées dramatiques d'août 1799 et traduite par d'éminents historiens dans la formule "une ville rouge encerclée par des campagnes blanches" ?

1) De 1789 au milieu 1791, ENTRE TRADITION ET INNOVATION: Les structures traditionnelles résistent, à Toulouse surtout, à une dynamique révolutionnaire qui semble en partie venir d'ailleurs.

Les revendications de la région n'ont rien d'original. La plupart des cahiers de doléances dénoncent les privilèges rendus responsables de l'injustice fiscale. Ils demandent une réduction sensible des dîmes et une forme vraiment représentative pour les Etats provinciaux. Souvent ils réclament aussi la suppression de la gabelle, des corvées, des banalités dues aux seigneurs, des péages et de la milice, la réforme de l'administration et de la justice. Les plus violents protestent contre l'usurpation des communaux et des vacants par les seigneurs.

Mais Toulouse est une des rares villes de la région à ne pas connaître de Révolution municipale: les Capitouls restent en place jusqu'aux premières élections en février 1790. Les Toulousains pourtant étaient loin d'être satisfaits: les catégories admises, par cooptation, à participer à la vie municipale représentaient à peine 10% de la population. Encore devaient-elles se soumettre à de strictes hiérarchies. En juillet 1789 les Capitouls refusèrent l'accès au dernier rang du capitoulat aux orfèvres: ils n'étaient pas d'assez riches négociants! En fait ils subirent tout au long de 1789 la

pression des corps métiers, animés par les négociants patriotes et durent céder à maintes reprises devant la volonté de conseils élargis, dépassant parfois 200 votants. Et le cahier de doléances de la ville, loin de reprendre les propositions vagues du Capitoul Duroux, exigea la "libre élection" des officiers municipaux par "toutes les classes de citoyens".

Mais Duroux, brillant avocat rendu célèbre par sa défense du Parlement en 1788, utilisa toute l'année l'exaltation de la grandeur passée de Toulouse pour mieux faire ressortir les dangers des projets de la Constituante: Toulouse "fut pendant plusieurs siècles la capitale d'un grand Empire, et encore, dans le moment où je parle, celle de l'une des plus belles Provinces"; il suffisait de quelques réformes "elle aurait repris pour toujours sa première splendeur", retrouvé "les charmes de la liberté dont jouissaient nos pères". L'intérêt qu'avaient beaucoup de Toulousains à la conservation du Parlement amplifiait l'écho de ce discours passéiste qui servait l'aristocratie. A partir de septembre, les plaintes se multiplièrent à la Constituante contre les notables toulousains. En octobre des assemblées du clergé et de la noblesse dénoncèrent les premières réformes et en avril 1790 des assemblées réclamèrent le maintien du catholicisme comme religion d'Etat.

A ce moment la région paraissait beaucoup plus avancée que Toulouse. Déjà pour les élections aux Etats généraux, sur 8 députés du Tiers de la Sénéchaussée, trois toulousains seulement avaient été élus, encore furent ils choisis, comme le négociant Roussillou, parmi les adversaires des notables inféodés à l'aristocratie parlementaire. Pour les élections municipales de février 1790 et les assemblées primaires de l'été, en dehors des régions où la paysannerie était totalement sous leur dépendance, les grands propriétaires toulousains furent chassés des assemblées rurales comme "aristocrates".

Mais à Toulouse et dans les campagnes voisines, les notables maîtrisèrent bien les tensions sociales nées de la crise. A la nouvelle des événements parisiens du 14 juillet, note Fauré, à Toulouse "tout le monde a pris la cocarde nationale" y compris les membres du Parlement envahi par la jeunesse. Le 27 juillet le peuple venu essentiellement du faubourg Saint-Cyprien, imposa la taxation des grains sur le marché, pilla les greniers des Grands Augustins où étaient stockées les dîmes, et faillit pendre un spéculateur. Mais les Capitouls taxèrent le blé, préparèrent l'ouverture

d'ateliers de charité, et la seule "journée révolutionnaire" toulousaine n'eut pas de suites.

Déjà la peur venait des campagnes. Mais si la région reçut les échos de la Grande Peur entre le 30 juillet et le 1^{er} août (voir l'étude de Gilbert Floutard dans une récente Lettre des Amis des Archives), le mouvement ici ne se prolongea pas en insurrections paysannes. Les villages au contraire, mirent souvent à la tête de leur garde nationale, comme à Toulouse, des aristocrates, réputés plus ou moins libéraux. Les troubles du Quercy, du Périgord et du Limousin, étaient présentés de façon à effrayer tous les propriétaires, et à mettre en valeur l'action du Parlement, seule autorité à essayer d'organiser la répression. D'ailleurs ces paysans n'étaient-ils pas aussi des sacrilèges: on les avait vue près de Sarlat faire ouvrir un tabernacle: "il faut, disaient-ils, que le Bon Dieu soit libre", et obliger le curé à orner le Saint-Sacrement d'une cocarde. Fin 1790, après la suppression du Parlement, l'avocat Fauré ne voyait plus qu'une solution: "se rassembler et faire une chasse générale comme pour la bête fauve et convenir surtout de ne faire aucun prisonnier, mais, au contraire, de tout fusiller et de tout exterminer".

Pourtant, depuis le printemps 1790, même à Toulouse, les choses semblaient se stabiliser au profit des patriotes. Les élections avaient mis en place des révolutionnaires modérés, toujours en majorité des hommes de loi connus, mais de ceux qui préféraient les idées nouvelles à la fidélité au Parlement. La plupart des légions de la garde nationale avaient porté à leur tête des partisans du nouveau régime. Grâce aux autorités nouvelles ils purent enfin réaliser le 4 juillet 1790 leur grand projet d'une Fédération régionale à laquelle se joignirent leurs frères bordelais. En présence de 40000 gardes nationaux réunis au Boulingrin, les Toulousains manifestèrent en participant massivement aux diverses festivités leur adhésion au nouveau régime. Peu de temps après, le plus célèbre des prédicateurs toulousains, le P. Sermet, faisait scandale en répandant largement dans les campagnes le discours occitan qu'il avait prononcé le 14 juillet devant les paysans de Saint-Geniès pour les appeler à soutenir la Révolution. violemment attaqué par de nombreux pamphlets, il était défendu par le "Club littéraire et patriotique" fondé le 6 mai et dont le succès ne cessait de s'affirmer.

Les contre-révolutionnaires reprirent vigueur au début 1791. Les paysans de Buzet ayant incendié le château du comte de Clarac, on vit

renaitre chez les possédants la peur d'une révolution paysanne. Surtout le serment exigé des prêtres, en coupant l'Eglise en deux, multiplia les incidents dans certains villages et à Toulouse même, d'autant qu'il y avait dans le district beaucoup d'insermentés. A Toulouse la légion de Saint-Barthélémy, quartier du Parlement, menait la résistance. Le 17 mars elle ouvrit le feu sur les légionnaires du quartier populaire Saint-Cyprien accusés de venir la narguer. Le P. Sermet dut s'interposer, et haranguer en occitan le peuple de Saint-Cyprien qui s'était rassemblé pour se venger. L'incident fournit un prétexte pour dissoudre la légion Saint-Barthélémy: rassemblée sur la place de la liberté elle fut désarmée et son drapeau brûlé. Les révolutionnaires étaient maîtres de la ville et Sermet fut élu évêque.

2) LES CONTRADICTIONS DE LA DYNAMIQUE REVOLUTIONNAIRE: (été 1791-été 1793).

Dans une ville où la bourgeoisie aisée était relativement peu nombreuse, l'émigration ou l'effacement des aristocrates, devait donner une grande influence aux éléments les plus dynamiques de la moyenne bourgeoisie et même de plus en plus à la petite bourgeoisie des boutiquiers et artisans mais non sans tiraillements. Le club était de plus en plus fréquenté. En juin 1791 les femmes obtenaient d'accéder sans distinction à la tribune et d'avoir en outre au parterre un espace réservé. A la fin 1792 la cohue aux séances publiques était telle qu'on décida de crier toutes les demi-heures: "Prenez garde, on vole les portefeuilles!". Devenu Société populaire le club resta toujours fidèle aux Jacobins de Paris, qu'il suivit dans leur évolution, et dont il travailla à répandre les directives, non sans mal parfois, dans les Sociétés populaires qu'il contribuait à créer dans les villages. Il afficha donc des positions plus radicales que les autorités, même si les élus de 1792 étaient nettement plus à gauche que ceux de 1790-1791.

Il semble pourtant que les clubistes eux-mêmes accueillirent avec réticences l'insurrection paysanne qui éclata en février-mars 1792. Longtemps redoutée elle prit naissance quand les paysans eurent l'impression que les grands propriétaires, devenus suspects, n'avaient plus de prise sur le pouvoir. Dès l'été 1791, de Villebrumier au nord, à Marignac au sud, les dévastations pratiquées en "corps de commune" sur les terres "usurpées" par les anciens seigneurs se multiplièrent. Des municipalités déboutées par les

nouveaux tribunaux au nom d'une conception, qu'elles croyaient dépassée de la propriété décidèrent de leur propre autorité l'occupation et le partage. (Saint-Jory). Ou bien dès 1791 pour une terre contestée, après délibération municipale: "le temps de la récolte étant survenu, la commune de Beauzelle la cueillit ayant à sa tête le corps municipal en écharpe et étant secondée par la garde nationale armée". Et il fallut mettre la commune en état de siège quand on voulut arrêter la municipalité.

Mais c'est de Roqueserrière que part le 20 février 1792 un mouvement qui va balayer tout le nord du district de Toulouse, puis gagner les districts de Grenade et Castelsarrasin. Des bandes de plusieurs centaines de paysans, représentant selon les cas un ou plusieurs villages, s'introduisent chez les propriétaires réputés aristocrates et spéculateurs, se font livrer les grains et le vin, se le partagent, ou le font distribuer aux pauvres par les municipalités à un prix inférieur au marché. Parfois il s'agit de simples amendes qui frappent aussi les habitants du village accusés de soutenir les prêtres réfractaires, parfois au contraire d'un mouvement anti-seigneurial, qui abat les girouettes des châteaux et brûle leurs archives. Le 3 mars le Journal de Toulouse écrivait: "si on ne fait pas un exemple sévère et imposant, le mal pourra croître; les non-propriétaires pourront se coaliser, se réunir sur toute la surface de l'empire (...) Que de malheurs incalculables pourront en être la suite!". En fait le même jour le mouvement venait mourir à Lalande aux portes de Toulouse, où quelques centaines de paysans se dispersèrent après avoir été chargés par la garde à cheval. Il n'avait touché ni les régions où la paysannerie était totalement dépendante, ni celles plus au sud où ses positions n'étaient pas sérieusement menacées. Il concernait surtout les zones, en particulier dans les cantons de Montastruc et Bruguières, où tout en ayant beaucoup souffert du développement de la grande propriété elle gardait le souvenir de temps meilleurs et la force de réagir. La répression fut très modérée, de telle sorte que cette région resta la plus attachée à la Révolution. L'insurrection n'en révélait pas moins l'impatience et la déception des paysans les plus révolutionnaires.

La crise "fédéraliste" ramène au printemps 1793 l'attention sur Toulouse. Malgré son importance elle n'offre pas d'épisode spectaculaire. Elle illustre le fossé qui s'était peu à peu creusé entre les autorités toulousaines élues en 1792 et la Société populaire, en particulier à propos

de l'interprétation des événements parisiens. Si les négociants n'étaient pas absents, la plupart des dirigeants fédéralistes appartenaient à ces professions libérales à dominante juridique qui dominaient les municipalités d'Ancien Régime. Si à l'inverse de beaucoup de notables traditionnels ils avaient sincèrement choisi la Révolution ils supportaient mal les intrusions dans leur pouvoir des éléments populaires entrés dans le Club et des Représentants en mission venus de Paris. Surtout quand un Chabot, qui avait été à Toulouse avant la Révolution un modeste capucin y revenait en maître, prêcher à St Etienne que "le citoyen Jésus était le premier sans-culotte", et qu'il fallait suivre la loi naturelle: "Pauvres allez chez les riches; filles allez avec les garçons. Obéissez tous à vos instincts". Héritiers comme ceux dont il s'étaient séparés en 1789, d'une forte tradition d'orgueil local, il ne faut pas exagérer chez ces fédéralistes le rêve d'une République du Midi, qui leur a surtout été attribué par leurs adversaires. Ils furent en tout cas horrifiés par l'idée de Chabot de réunir à Toulouse un congrès des Sociétés populaires du Midi qui eût pu faire de la ville la capitale d'un fédéralisme jacobin. Mais paralysés par la peur de paraître faire le jeu de la contre-révolution et de l'ennemi espagnol, incapables d'éveiller un écho profond dans la population, ils s'en tinrent à des attaques verbales contre la Convention. A Toulouse finalement il ne se passa rien, mais ce rien était essentiel puisqu'il coupait les insurgés du Sud-est de ceux du Bordelais. Comme il y avait eu projet, quelques uns tout de même y perdirent la tête.

3) LA RUPTURE DE L'AN II ET SES LIMITES:

Si l'on s'en tient au personnel politique la rupture est plus nette dans les villes, Toulouse en particulier, où des équipes de rechange existaient. Epurations et arrestations y durcirent durablement le contour des "partis", même si les haines séculaires, les compétitions entre notables, bref les luttes de clans héritées de la vie municipale traditionnelle y eurent leur part. Mais les municipalités de l'an II marquent incontestablement une ouverture démocratique en direction des boutiquiers et artisans. A Toulouse la moitié des membres de la municipalité appartenaient à des catégories exclues de la vie municipale traditionnelle. Rupture également dans la notion de notabilité: non seulement la classe dirigeante était amputée de ses éléments les plus puissants mais pour la première fois

les négociants, d'envergure médiocre, prenaient le pas sur les professions libérales, et à l'intérieur de celles-ci les professions de santé l'emportaient sur les hommes de loi, Toulouse se libérait de sa tradition de capitale juridique.

Rupture culturelle aussi. Avec l'acte le plus significatif du "vandalisme révolutionnaire" à Toulouse le 10 août 1793: "Le cortège de tous les corps constitués et de la Société populaire se forma place de la Liberté; il était accompagné de chœurs de jeunes filles, d'enfants et de vieillards chantant des hymnes patriotiques, puis d'un char rempli de blé et d'une charrue attelée d'un joug de boeufs (...) Ce cortège se rendit au Boulingrin; là s'élevait une Montagne-volcan qui foudroya les statues du Royalisme, du Fédéralisme, du Fanatisme, et de l'Aristocratie. Un bûcher avait été préparé sur la place du Capitole. On rehaussa l'éclat de la fête en y brûlant les portraits et armoiries des Capitouls et toutes les *effigies des grands et petits despotes*" (Ramet, p. 727-728). On aimerait pouvoir suivre Ramet quand il rejette l'initiative sur Paris, mais dès le 27 août 1792 la Société populaire avait réclamé, en vain, la "brûlure des portraits des capitouls plébicides". Au moment où les parisiens abattaient la monarchie les révolutionnaires toulousains voulaient voir disparaître jusqu'au souvenir de leur propre passé.

L'initiative locale semble aussi avoir sa part dans la vague déchristianisatrice. Les constitutionnels qui s'opposaient au divorce et au mariage des prêtres, comme l'évêque Sermet, furent jetés en prison, les autres abdiquèrent. Le Représentant Paganel, lui-même ancien prêtre inaugura le culte de la Raison; cependant le 14 décembre 1793, après l'intervention de Robespierre à la Convention, il affirmait son intention d'assurer la liberté des cultes: "comme vous, j'ai vu que l'aristocratie, sous le voile du patriotisme, demandait à haute voix (...) la clôture des églises afin d'irriter l'ignorance, d'allumer le fanatisme, et de rendre odieuses au peuple des campagnes la raison, la philosophie et la liberté elle-même". En fait son successeur Dartigoeyte et la Société populaire continuèrent à persécuter la "caste cléricale", il leur semblait que dans "la capitale du fanatisme méridional" la rupture, là encore, devait être totale.

Ceci impliquait de nouvelles formes de sociabilité, les fêtes y tinrent la plus grande part. Paganel en faisait le 20 octobre 1793 un compte-rendu enthousiaste: "L'allégresse la plus franche éclate parmi tous les citoyens

(...). Il s'y mêle une sorte de pompe républicaine, qui rappelle les fêtes antiques des Grecs et des Romains...". Mais la Société populaire ne tarda pas à dénoncer ce que pouvaient avoir de choquant de telles agapes en des temps de ravitaillement difficile et d'effort de guerre, d'autant que les fédéralistes pouvaient s'y infiltrer. Les cérémonies devinrent donc plus froides et plus austères. Les cadres traditionnels furent utilisés mais avec une dimension locale. Jean-François Barrau, citoyen de Toulouse, fit représenter pour la première fois le 15 pluviôse II (3 février 1794) une Mort de Marat en trois actes, suivie de l'Apothéose en un acte. L'Ami du Peuple y déclama :

"Les décrets du Sénat dans le Nord inconnus,
Y restent méprisés, ou n'y parviennent plus:
Soit crainte, soit erreur, le Midi va lui-même,
De la révolte entière embrasser le système:
Toulouse, amis, Toulouse a seule résisté;
Emule de Paris, immortelle cité,
Elle reste immuable au milieu de ces traîtres,
Et ne veut que nos lois pour ses Dieux et ses maîtres.
D'un venin meurtrier, ces conjurés obscurs,
Tentèrent vainement d'empoisonner ses murs:
Elle a de leur succès confondu l'espérance,
Et Toulouse a sauvé le Midi de la France.

La Terreur fut relativement modérée. Les "fédéralistes" en dehors des chefs exécutés à Paris furent emprisonnés dans le couvent des Carmélites, prison moins dure que celles qui abritaient prêtres réfractaires et "aristocrates". En octobre 1793, pour bien marquer leur différence avec les autres suspects ils multipliaient les manifestations patriotiques: plantation d'un arbre de la liberté dans la cour, autour duquel ils chantaient la Marseillaise et la Carmagnole, banquets républicains où ils invitaient leurs amis restés en liberté. Là encore la Société populaire s'inquiéta et fit sévèrement renforcer la discipline. Mais ils continuèrent à diffuser vers l'extérieur des poèmes et des chants en occitan pour affirmer leur fidélité à une République plus humaine. L'armée révolutionnaire départementale, malgré quelques expéditions punitives pour obliger les campagnes à ravitailler Toulouse, ou chasser les réfractaires (Colomiers), fut surtout l'instrument d'un règlement de compte entre Beaumont et Grenade.

En apparence la rupture paraît moins nette dans les campagnes, du moins au niveau du personnel politique. Elles ont été peu concernées par la révolte fédéraliste et les épurations qui ont suivi (district de Toulouse 15% des officiers municipaux). En fonction de la crise religieuse et, on l'a vu, des revendications propres au monde rural, les éléments révolutionnaires s'étaient mis en avant dès novembre 91 ou décembre 92, on ne pouvait trouver mieux. Faute de compétences, la paysannerie révolutionnaire avait souvent fait appel pour les postes de maire ou plus encore de procureurs, en particulier dans le district de Toulouse à des propriétaires issus de la moyenne bourgeoisie urbaine. Ils s'efforcèrent de briser les oppositions à la politique officielle, relayant l'effort centralisateur du Comité de salut public et des Représentants en mission, mais aussi de stabiliser le mouvement paysan et de limiter l'extension d'une révolution paysanne hostile aux propriétaires urbains. Les épurations de l'an II eurent parfois pour souci d'écartier les meneurs d'une révolution paysanne radicale, plus que les adversaires inavoués de la Révolution. La rupture de l'an II fut en réalité profonde. La déchristianisation priva la Révolution de l'appui de l'Eglise constitutionnelle. Le district de Saint-Gaudens où elle était puissante, donna jusqu'en 1793 la plus forte participation électorale, il entra ensuite dans une abstention critique. Réquisitions et levées d'hommes envenimèrent les choses. La Révolution urbaine heurtait les campagnes, selon les secteurs et parfois en un même lieu, à la fois par ses aspects révolutionnaires et par ses aspects conservateurs, malgré les concessions faites par la législation de la Convention aux revendications paysannes.

4) MOBILISATIONS PARTISANES ET ASPIRATIONS A L'APAISEMENT APRES LE 9 THERMIDOR:

Parce que la Terreur y avait été modérée la région toulousaine ne connut pas de véritable Terreur blanche en 1795. A Toulouse, c'est à peine si le séjour du Représentant Laurence, en mai, favorisa la persécution des Jacobins et permit aux bandes royalistes, réunies au Jardin Royal ou au café Rouaix, de tenir la rue pendant quelques semaines. Dès l'été la Convention comprit la nécessité de conserver un point d'appui pour la République dans un Midi menacé. Le représentant Clauzel fit libérer les jacobins emprisonnés et les fermes républicains se retrouvèrent les plus forts pendant tout le Directoire. Aux élections de l'an V ils obtinrent plus de 4400 voix sur 6604

votants, ce qui correspondait à une participation de 71% tout à fait remarquable pour une grande ville de l'époque. Mais royalistes et modérés n'avaient pas désarmé, ils se reconnaissaient à leurs cheveux tressés en cadennettes retombant de chaque côté de la tête et à leur recherche vestimentaire. Les jacobins avaient les cheveux courts, portaient la "carmagnole" et au chapeau une ganse jaune en forme de V. Des rixes éclataient le soir à la fermeture des cafés propres à chaque parti. Alors que la municipalité prudente, cherchait à éviter les incidents qui auraient pu entraîner sa dissolution par la majorité modérée de assemblées parisiennes, les royalistes exaspéraient les éléments les plus radicaux, de façon à exploiter les incidents en affirmant que Toulouse était aux mains des terroristes. C'est au théâtre que les heurts étaient les plus violents, chacun voulant imposer son propre programme, soulignant bruyamment tel ou tel passage, réclamant de l'orchestre et des acteurs tel ou tel chant. En janvier 1797 plusieurs affrontements entre le parterre jacobin et les loges "aristocrates" se prolongèrent en combat de rue. Le 21 le parti populaire va chanter pour célébrer l'anniversaire de la mort de Louis XVI sous les fenêtres aristocrates du quartier parlementaire, d'où pleuvent des briques. L'Anti-Terroriste, repris par les journaux parisiens, affirme que Toulouse est au mains d'anarchistes sanguinaires et que les arbres de la liberté ont été coiffés du bonnet rouge. Seul son nouveau succès électoral en mars sauve la municipalité de la suspension.

Mais dans les campagnes le retour massif des émigrés et des prêtres réfractaires, alors que l'Eglise constitutionnelle reste désorganisée et privée de l'appui d'une classe dirigeante devenue anticléricale, la reprise en main par les grands propriétaires, d'autant plus aigris qu'ils sortent souvent de prison, accentue l'opposition à la Révolution. La loi sur la conscription en 1799 porte à son comble le mécontentement. L'image de Toulouse assiégée dans la nuit du 5 au 6 août 1799 par les paysans insurgés ne doit pas cependant porter au schématisme. Toutes les campagnes n'ont pas participé à l'insurrection. Quelques semaines auparavant l'assemblée électorale venait d'élire encore une fois des députés de gauche, or les Toulousains étaient loin d'être en majorité dans cette assemblée. Quant la participation électorale est suffisante pour permettre de mesurer le rapport des forces on se rend compte que les républicains reconnus ne dépassent pas 25 à 30% dans la région de Muret et quelques cantons du

Lauragais qui seront au coeur de l'insurrection, mais ils font au moins jeu égal dans quelques cantons réputés royalistes (Rieumes, Saint-Lys, Castanet) et ils l'emportent ailleurs, en particulier au nord de Toulouse et dans le district de Rieux. Sans l'appui plus ou moins large d'un certain nombre de cantons, Toulouse n'aurait jamais pu faire face à la poussée royaliste et à l'insurrection. Comme en 1793 cependant c'est surtout la ville qui préservait la République d'une insurrection qui risquait de s'étendre alors que l'invasion menaçait. Mais il y avait dans les deux camps environ 4000 morts, beaucoup plus que dans les dix ans de Révolution qui avaient précédé. La lassitude l'emportait, soulignant le besoin de paix civile et religieuse dont allait profiter Bonaparte.

* * *

Tout au long de la Révolution, alors que les sentiments républicains grandissaient à Toulouse du fait de la place prise par la petite et moyenne bourgeoisie, ils avaient de plus en plus de mal à s'implanter dans des campagnes déçues ou retombant sous le poids d'une dure domination foncière. La ville restait loin cependant d'être entièrement acquise à la Révolution et les campagnes loin d'être entièrement perdues pour elle. C'est l'influence idéologique de la ville qui faisait la cohésion du mouvement républicain en Haute-Garonne, mais c'est l'influence retrouvée des grands propriétaires qui faisait largement le jeu des royalistes. Le premier préfet constatait en 1800 parlant des Jacobins: "ce parti (...) est très nombreux dans ce pays et il a une organisation qui lui donne un caractère dangereux" Cette organisation observait-il repose sur Toulouse qui ajoute à ses prétentions à l'autonomie une influence considérable sur le département. A la tête d'une des rares citadelles jacobines, les républicains toulousains avaient retrouvé dans la défense du "boulevard de la liberté" la fierté locale que leurs prédécesseurs appliquaient à la défense de leurs traditions. Le préfet n'hésita pas, il travailla à détruire toute tentation d'autonomie à Toulouse, et toute influence de la ville sur le département, sûr de faire disparaître ainsi le jacobinisme haut-garonnais. Pour cela il rétablit partout l'influence des grands propriétaires qui paraissaient disposés à se rallier à son maître. Il y réussit si bien, qu'en 1814-1815, quand les grands notables abandonnèrent Napoléon, la région connut la Terreur Blanche qu'elle avait évitée en 1795 et en 1799.

